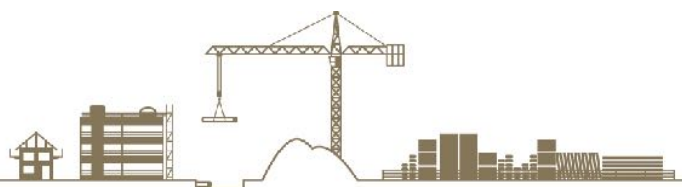


Plan Général de Coordination SPS

A)Opération:

Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

Date	Indice	Désignation	Rédacteur
18/08/25	00	Rédaction du PGC	Olivier VERNIS



PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé conformément aux exigences de la Loi 93-1418 du 31/12/93 et son Décret d'application 94-1159 du 26/12/94, modifié par le décret 2003-68 du 24 janvier 2003.

Il fixe les fonctionnalités d'application des principes généraux de prévention,

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans le Plan Général de Coordination ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le plan Général de Coordination pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier. Si le cas se présente, les dispositions particulières à prévoir seront examinées et feront le cas échéant l'objet d'observations par le biais du Registre Journal.

Le présent Plan Général de Coordination ne peut se substituer aux dispositions du code du travail. En particulier, il ne diminue en rien les responsabilités et les devoirs des Entreprises intervenant sur le site.

Table des matières

PRÉAMBULE.....	2
TABLE DES MATIÈRES	3
1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	5
1.1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION.....	5
1.1.1. Adresse - Localisation.....	5
1.1.2. Nature de l'opération et décompositions des travaux:.....	6
1.1.3. Description des ouvrages et objectif des travaux.....	6
1.1.4. Concessionnaires.....	6
1.1.5. Calendrier général d'exécution :.....	6
1.1.6. Décomposition par Entreprises	6
1.1.7. Désignation des sous-traitants.....	6
1.2. RÉALISATIONS ENVISAGÉS.....	7
1.2.1. Consistance des travaux :.....	7
1.3. INVENTAIRE DES DANGERS ET DES CONTRAINTES.....	7
1.3.1. Risques analysés en conception	8
1.3.2. Environnement, servitudes :.....	9
2. MESURES D'ORGANISATION DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	11
2.1. INSTALLATION DE CHANTIER.....	11
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	12
3.1. LES VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENTS OU CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES.....	12
3.1.1. Circulation horizontale	12
3.1.2. Circulation en hauteur.....	12
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATÉRIAUX ET MATÉRIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE, DE MANUTENTION ET DE CHANTIER.....	12
3.2.1. Examen d'adéquation d'une grue à tour	12
3.2.2. Interférence des appareils de levage.....	12
3.2.3. Les conditions de manutention.....	13
3.3. ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE	13
3.3.1. Zones de stockage	13
3.3.2. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	13
3.3.3. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	14
3.4. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCÈS PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE	14
3.4.1. Mesures d'ordre général	14
3.4.2. Dispositions relatives aux voiries.....	14

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

3.4.3. Gestion des accès	14
3.4.4. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier:	
15	
3.5. INSTALLATION DE CHANTIER.....	16
3.5.1. Branchements provisoires	16
3.6. LES MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTION SUR LE SITE.....	17
3.6.1. Installation des protections et équipements	17
3.6.2. Observations particulières:.....	18
4. LES SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER.....	21
4.1. SITUATION DES TRAVAUX AVEC LES PRINCIPALES ACTIVITÉS SENSIBLES	21
4.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES EN PÉRIODE CYCLONIQUE	21
5. LES MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	23
5.1. OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION	23
5.1.1. Cantonnements	23
5.1.2. Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation des travailleurs	24
5.1.3. Services d'urgence et de prévention	25
6. LES MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS.....	26
6.1. LE PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	26
6.2. DOCUMENTS LIÉS À LA SÉCURITÉ ET À L'ORGANISATION DU CHANTIER :	27
ANNEXES	29
PROPOSITION DE PIC	29
TABLEAUX DES INTERVENANTS	31
OBLIGATIONS DES INTERVENANTS	31

1. Renseignements administratifs

1.1. Présentation de l'Opération

1.1.1. Adresse - Localisation

La zone de chantier est situé au:

6 Rue des Messageries, 97400 Saint-Denis



PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

1.1.2. Nature de l'opération et décompositions des travaux:

Le présent projet consiste en l'implantation d'une centrale photovoltaïque en auto consommation sur la toiture du bâtiment B . Le marché travaux ne comporte qu'un Lot comprenant les travaux d'ordre électrique et d'étanchéité:

1.1.3. Description des ouvrages et objectif des travaux

L'opération a pour objectif de participer à la neutralité carbone des bâtiments de la préfecture

1.1.4. Concessionnaires

Voir réponse à la déclaration de travaux déposée par le maître d'ouvrage. Non fourni lors de la rédaction)

1.1.5. Calendrier général d'exécution :

Date prévisionnel de démarrage des travaux: 1er trimestre 2026

Durée des travaux :

- 6 mois

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.6. Décomposition par Entreprises

Tableau en annexe, suivant renseignement fournis lors de la rédaction

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination

1.1.7. Désignation des sous-traitants

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage.

Elles devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans les conditions prévues à l'Article R.4532-60 du Code du travail, 30 jours ou 8 jours pour les travaux de second œuvre, à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire, et après avoir effectué la visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Nous vous rappelons que toutes vos entreprises sous-traitantes, et avant toute intervention sur le chantier, doivent être agréées par le Maître d'Ouvrage, être en possession du PGC, avoir effectuées une inspection commune préalable sur le site, et doivent remettre leur PPSPS en deux exemplaires au Coordonnateur.

Le Coordonnateur SPS, pour sa part, s'opposerait à l'intervention d'entreprises qui n'auraient pas rempli ces obligations et demanderait en conséquence au représentant du Maître d'Ouvrage d'arrêter l'entreprise et de n'autoriser son intervention qu'après régularisation et remise du P.P.S.P.S..

Toute entreprise qui emploi du personnel intérimaire doit s'assurer de l'aptitude des travailleurs à effectuer les travaux qui lui seront confiés d'une part et veiller à la formation à la sécurité de ce personnel qui reste soumis à l'autorité hiérarchique de l'entreprise qui a recours à l'emploi d'intérimaires

1.2. Réalisations envisagés

1.2.1. Consistance des travaux :

La consistance des travaux est décrite dans l'article 2 du CCTP

1.3. Inventaire des dangers et des contraintes

Rappel

L'article L 4731-1 du Code du travail rappelle les situations de danger grave ou imminent entraînant un arrêt de tâche ou d'activité de la part des agents de contrôle de l'Inspection du travail

1. Soit d'un défaut de protection contre les chutes de hauteur ;
2. Soit de l'absence de dispositifs de nature à éviter les risques d'ensevelissement ;
3. Soit de l'absence de dispositifs de protection de nature à éviter les risques liés aux travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris dans les cas de démolition, ainsi qu'aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante ;

4. Soit de l'utilisation d'équipements de travail dépourvus de protecteurs, de dispositifs de protection ou de composants de sécurité appropriés ou sur lesquels ces protecteurs, dispositifs de protection ou composants de sécurité sont inopérants ;
5. Soit du risque résultant de travaux ou d'une activité dans l'environnement des lignes électriques aériennes ou souterraines ;
6. Soit du risque de contact électrique direct avec des pièces nues sous tension en dehors des opérations

Une attention particulière vis à vis de ces situations sera portée par le Coordonnateur SPS durant toute la durée de l'Opération.

Cet inventaire des dangers ayant été réalisé en phase de conception, les modifications dans la nature des travaux, le phasage, l'organisation, les modes opératoires d'exécution seront obligatoirement communiqués au coordonnateur SPS par le maître d'ouvrage, l'entreprise générale ou l'entrepreneur, notamment au travers des mises à jour du planning et des PPSPS.

L'évolution et l'apparition de nouveaux dangers seront analysées par le coordonnateur SPS.

L'adaptation éventuelle des mesures de coordination sera portée à la connaissance des participants concernés au travers soit des mises à jour du Plan Général de Coordination, soit du Registre Journal de la Coordination.

1.3.1. Risques analysés en conception

Ensemble des travaux

Risques liés à la co-activité

Risque de heurt

Risque de chute de hauteur

Risques de chute de plain pied

Risque lié à la manutention

Risques électriques

Risque incendie

Bruit

Moyen de levage

Risque chimique (suivant FDS)

Risque biologique (coronavirus)

Risque routier

Risque lié à la présence d'amiante

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

1.3.2. Environnement, servitudes :

Le projet a été défini par le Maître d'ouvrage en de catégorie 2

De ce fait, des dispositions seront prises par les entreprises pour que le chantier soit clos et indépendant par rapport au public.

Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

- Transmettre aux entreprises les diagnostics de recherche de matériaux contenant de l'amiante.

RAAT : 24/EXID/0826 3556 réalisé les 08/08/2024 et 22/08/2024
(joint à la consultation)

- L'envoi des D.I.C.T. Pour tous travaux à proximité de réseaux
- Affichage des renseignements du chantier.
- Transmettre la déclaration préalable aux instances représentatives(CGSS, DEECT, OPPBTP)

Contraintes administratives ou particulières pour les entreprises :

- Mise en œuvre des installations communes.
- Attestation de consignation pour toute intervention sur les installations électriques.
- Réseaux : enterrés ou aériens, les Entreprises sont tenues de se renseigner auprès de la Mairie et éventuellement auprès de la Direction Départementale de l'Équipement sur l'existence et la localisation de ces ouvrages ou réseaux et d'adresser au moins 10 jours avant le début des travaux une Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux (**D.I.C.T.**) aux administrations, établissements ou organismes concernés (ERDF, Véolia , Orange , etc.).
- Préserver un accès permanent pour les véhicules des services de secours et de lutte contre l'incendie
- Les interventions des entreprises y compris sous-traitantes et les locataires sont soumises à un accueil sécurité pour l'ensemble de leur personnel, les entreprises utilisant du personnel étranger auront à désigner un traducteur permanent sur le chantier
- L'ensemble des risques, particuliers et de co-activités, sera étudié lors des réunions de coordination et intégré dans un permis de travail (consignation, permis feu, ..), ce document permettant un suivi précis des phases en cours et des mesures associées
- Effectuer les inspections communes avant remise des PPSPS avec le Coordonnateur Sécurité (Art R. 4532-13 alinéa 1°).

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

- Remise des PPSPS au Coordonnateur Sécurité avant début des travaux pour analyse (Art R. 4532-56).
- Déclarer ses Sous-Traitants et remettre le présent PGC pour élaboration de leurs PPSPS à remettre avant début des travaux dans les conditions prévues à l'Article R.4532-60.

NOTA : L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces écrites du marché et notamment le C.C.A.P. concernant les contraintes et prescriptions générales, le C.C.T.P. concernant le planning prévisionnel, l'ensemble des dispositions prescrites tant sur le détail des travaux à réaliser, les modalités et les prescriptions pour les réaliser.

En aucun cas, les travaux ne doivent faire courir un danger quelconque au personnel du chantier et du public ou apporter une gêne à son évacuation.

Les entreprises auront à prendre toutes dispositions:

- Pour obtenir les autorisations d'occupations de l'espace public ou privé
- pour garantir la SÉCURITÉ des utilisateurs,
- pour protéger les ouvrages existants,
- pour assurer la protection de leur propre ouvrage,
- pour limiter les nuisances liées au chantier,

2. Mesures d'organisation du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur

Les mesures d'organisation sont reprises dans les CCTP 00.

2.1. Installation de chantier.

L'entrepreneur titulaire aura à sa charge la préparation du terrain, la construction et le montage de toutes les installations nécessaires à l'exécution des travaux, notamment :

- Grues, échafaudages, étalements, tous moyens de levage, etc.,
- Bureaux, vestiaires, réfectoires et sanitaires pour le personnel (prévoir installations sanitaires et vestiaires avec séparation hommes / femmes),
- Aires nécessaires au stockage et à la bonne conservation des matériaux et de l'outillage,
- Les moyens d'accès du personnel (échelles, escaliers, paliers, passerelles, etc.),
- Tout le matériel et l'outillage nécessaires à la bonne marche du chantier,
- Demandes, fourniture et frais d'installation et de branchement aux réseaux divers pour l'ensemble du chantier,
- Le repliement des installations en fin de chantier,
- La remise en état des lieux après repliement.

Les branchements provisoires de chantier pourront être réalisés dans le bâtiment existant.

3. Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité

3.1. Les voies ou zones de déplacements ou circulation horizontales ou verticales.

3.1.1. *Circulation horizontale*

Les accès et cheminement vers les zones de travaux seront aménagés et entretenus afin de limiter les chutes de plain pied. Les espaces seront rangés et débarrassés de tous obstacles (matériaux, outil, rallonges, ...). Les sol seront compacter afin de permettre l'utilisation de diable, transpalette, brouette, ainsi que l'implantation des échafaudages, PIRL, nacelles, ...

3.1.2. *Circulation en hauteur*

Les zones de travail en élévation et leurs accès seront protéger par un dispositif de protection collectives répondant aux exigences du Code du travail

Les accès et circulation en hauteur se feront prioritairement en présence de protections collectives afin de répondre aux conditions générales de travail défini par les Articles R.4323-65 à 68 du Code du travail

Les entreprises présenteront dans leurs PPSPS les moyens mis à disposition sur le chantier pour prévenir les chutes de hauteur.

3.2. Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage, de manutention et de chantier

3.2.1. *Examen d'adéquation d'une grue à tour*

Sans Objet pour l'Opération.

3.2.2. *Interférence des appareils de levage*

L'implantation et les caractéristiques des appareils de levage feront l'objet d'un plan d'installation par l'entreprise soumis au Maître d'œuvre et au Coordonnateur S.P.S.

Il est rappelé aux entreprises que les moyens de levage (y compris leurs supports) ainsi que leur utilisation sont soumis à une réglementation (vérification, examen d'adéquation, ...). Tous les documents justificatifs devront être reportés dans le PPSPS.

3.2.3. Les conditions de manutention

Afin de limiter le recours aux manutentions manuelles, l'utilisation de transpalette, ou de "diable" est recommandée aux entreprises qui devront préciser dans leur PPSPS les dispositions qu'elles prennent dans ce domaine.

Les modes d'approvisionnements des matériels et matériaux seront obligatoirement définis par les entreprises dans leur PPSPS. Ils seront en adéquation avec les mesures prises au présent PGC.

La conduite d'un engin de chantier, de manutention, grue ou PEMP ne peut être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. Le conducteur doit être titulaire du CACES et d'une autorisation de conduite qu'il pourra présenter à toute demande.

Les plannings devront permettre d'éviter les interférences entre les différents moyens de manutention (répartitions en tranches, phasage des travaux).

3.3. Zones et conditions de stockage

3.3.1. Zones de stockage

Les zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, déchets et gravats seront soumises à l'accord du Maître d'œuvre et du CSPS et intégrées dans le P.I.C.

Elles seront rangées afin de ne pas générer de risque de heurt et permettre la libre circulation.

Les espaces seront clairement identifiés afin de permettre le tri sélectif.



3.3.2. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

Durant la durée du chantier, la gestion des déchets est à la charge de l'entreprise. Les déchets du chantier seront évacués au fur et à mesure du remplissage.

3.3.3. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux

Chaque entreprise doit l'évacuation de ses déchets vers la zone de stockages dédiée.
Un suivi des déchets jusqu'aux site de traitement approprié sera fourni par les entreprises.

Les conditions d'enlèvement des matières ou substances, déchets, présentant un risque particulier ou dans le cas d'intervention ou présence de matériaux contenant de l'amiante, l'entrepreneur est tenue de respecter les dispositions prévues par le Décret 2012 639 du 04 mai 2012.

3.4. Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique

3.4.1. Mesures d'ordre général

L'entreprise aura en charge de veiller à la mise en place des protections collectives nécessaires aux travaux.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les 3 points suivants :

- **Le balisage d'un obstacle ou d'un risque ne constitue pas un moyen de protection.** Dans la majorité des cas, c'est un moyen complémentaire qui ne peut, à lui seul, assurer une protection efficace.
- L'utilisation de ruban de balisage est tolérée pour signaler temporairement la présence d'un risque non prévu. Leur remplacement par un dispositif **de protection rigide** sera effectué dans la journée.
- **Les balisages doivent être retirés** dès qu'ils ne sont plus utiles.

Les moyens de signalisation utilisés par l'entreprise seront identifiés dans son PPSPS.

3.4.2. Dispositions relatives aux voiries

L'entreprise mandataire est responsable de l'entretien permanent des voiries sur le site ou aux abords et devra la remise en état.

3.4.3. Gestion des accès

L'entreprise devra, après avoir pris contact avec les services techniques et de Voirie concernés, organiser les accès de manière à limiter la perturbation du trafic.

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

Elle sera tenue de mettre en œuvre, sous le contrôle de ces services :

- Toute la signalisation temporaire nécessaire, y compris la délimitation physique de l'emprise du projet par des clôtures et portail d'accès **maintenu fermé**, la protection des accès piétons et la signalisation obligatoire (port du casque, chantier interdit au Public, etc.) Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulière délivrée par les services compétents.
- L'entrepreneur devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées conformément. Aucun trouble ne devra être, en dehors de ces heures, apportés la tranquillité du voisinage. En tout état de cause, l'entrepreneur sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier.
- Le travail est interdit le samedi et le dimanche sauf dérogation de l'inspection du travail.
- L'entreprise doit s'assurer au moins une semaine avant de démarrer la réalisation de ses prestations, que son personnel a bien reçu une formation pour le travail à réaliser et que celle-ci est valide pendant toute la durée de son intervention y compris intérimaires et sous-traitants.(CACES,...)
- Chaque entreprise collectera toutes les autorisations de conduite nécessaires à son intervention et tiendra à jour et sur le chantier le registre de formation et d'habilitation de l'ensemble du personnel.
- La conformité des engins de travaux est vérifiée à leur arrivée avant toutes interventions sur le chantier.
- Les entreprises indiqueront aux différents intervenants et transporteurs l'accès du chantier. L'entrée du chantier se fera par l'entrée principale du chantier. Aucune personne, ni véhicule ne doit condamner les accès et circulations
- Les entreprises de locations d'engins de manutention et/ou d'élévation de personnel sans conducteurs auront l'obligation, lors de la réception par l'entreprise utilisatrice, de procéder, sur la zone tampon, à la formation (prise en main) du conducteur sur les spécificités du matériel.
- Prendre en compte les limitations en hauteur sur les voies d'accès au site et la présence éventuelle de câbles haute tension en traversée de route.
- La mise en place de la signalétique à l'approche du chantier, (stop en sortie, danger travaux,...) et respect absolu de la signalétique.

3.4.4. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier:

Seules les personnes participant à l'opération sont autorisées à pénétrer sur le chantier. Tous les intervenants du chantier y compris le personnel intérimaire devront porter obligatoirement : **Le Badge d'identification** du travailleur, le casque de chantier, **des vêtements de travail adaptés portant le nom bien lisible de l'entreprise**, des chaussures de sécurité, des équipements spécifiques de sécurité,...)

Les visiteurs du chantier seront pris en charge par l'équipe responsable du chantier. Les

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

visiteurs seront équipés d'un casque fourni par le chef de chantier.

3.5. Installation de chantier

3.5.1. Branchements provisoires

A reprendre sur les réseaux du site (voir POC)

3.6. Les mesures prises en matière d'interaction sur le site

3.6.1. Installation des protections et équipements

Tous les équipements définis dans le tableau ci-dessous seront utilisés et installés par l'Entreprise Titulaire. Elle en assurera financièrement la mise en place, la maintenance et l'enlèvement dans les délais indiqués

Nature des travaux	Type de protections provisoires préconisées	Réalisées et installées par	Maintenues en état par	Délais
Installation de chantier	Mise en place des clôtures de séparation du public Installation de la base vie	Entreprise mandataire	Entreprise mandataire	Toute la durée du chantier
Protections des gaines techniques et réservations verticales inférieur à 1m ²	Garde-corps, Obturateurs pour réservation des passage de câbles maintenus en place par un système permettant une dépose et une repose sans outils	Entreprise mandataire	Entreprise mandataire	Pendant la durée des travaux
INTERVENTIONS SUR TOITURE	Mise en place de garde-corps en complément de l'acrotère Montes matériaux et des recettes placées à proximité des postes de travail. Habilitations des intervenants	Entreprise mandataire	Entreprise mandataire	Pendant la durée des travaux gros œuvre. Jusqu'à mise des protections définitives

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

Nature des travaux	Type de protections provisoires préconisées	Réalisées et installées par	Maintenues en état par	Délais
COUVERTURE ETANCHEITE	Balisage de la zone d'intervention. L'accès en toiture, pour la pose de la couverture, se fera à partir d'un escalier de chantier amarré sur la structure (tour d'escalier) Ensemble des protections collectives nécessaires à tous les travaux et notamment contre les chutes de hauteur (Garde-corps périphériques fixés). Emplacement de la grue de manutention. L'élingage des charges doit être réalisé au moyen d'un système adapté, en aucun cas, le conditionnement des colis ne devra servir de boucle de levage. Limitation du nombre de bouteilles de gaz, les bouteilles seront fixées sur rack ou chariot adapté, un extincteur sera placé à proximité. Délivrance d'un permis feu Habilitations des intervenants	Entreprise mandataire	Entreprise mandataire	Pendant la durée des travaux et maintenue tant que le risque persiste
ELECTRICITE	Consignation des réseaux Echafaudage / P.I.R. et balisage de la zone d'intervention Habilitations des intervenants	Entreprise mandataire	Entreprise mandataire	Pendant la durée de l'intervention et maintenue tant que le risque persiste
Approvisionnement	Guidage des véhicules. Interdire l'accès dans la zone de déchargement. Programmer les approvisionnements importants et avertir tous les intervenants. Habilitation des intervenants	Entreprise mandataire	Entreprise mandataire	Pendant la durée de l'intervention
Travaux effectués à la nacelle ou au moyen de levage	PEMP, Plate-forme individuelle roulante et balisage de la zone Neutralisation des zones d'interventions Planifier les interventions Habilitations des intervenants Protection de la façade (amiante)	Entreprise mandataire	Entreprise mandataire	Pendant la durée de l'intervention
Tout poste de travail en hauteur	Echafaudage / P.I.R. / PEMP avec balisage de la zone d'intervention Habilitations des intervenants	Entreprise mandataire	Entreprise mandataire	Pendant la durée de l'intervention et maintenue tant que le risque persiste

3.6.2. Observations particulières:

Garde-corps:

Un garde corps comporte obligatoirement 3 éléments : 1 lisse à 1 m, 1 sous-lisse à 0,45 m, 1 plinthe de 0,15 m.

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

Utilisation des échelles :

L'échelle portable doit être considérée **exclusivement comme un moyen d'accès temporaire** à un niveau supérieur, à défaut d'escalier, d'échelle fixe ou d'autres moyens appropriés.

Pour effectuer ces travaux en hauteur, il faut remplacer l'échelle selon les nécessités ou l'état des lieux par :

- Une échelle fixe avec plate forme
- Un échafaudage fixe ou roulant
- Une plate forme élévatrice spécialement conçue pour l'élévation du personnel avec nacelle.
- Un moyen collectif type tour d'accès ou échafaudage fixe.

Rappel : les escabeaux sont interdits d'utilisation sur le chantier, sauf pour un travail dans un local réduit.

Port des E.P.I (Equipement de Protection Individuelle) :

Le port du casque, des chaussures de sécurité et des pantalons de travail est obligatoire sur l'ensemble du chantier pour tous les intervenants.

Pas de travail torse nu et/ou en short

Le reste des EPI sera adapté en fonction des travaux effectués (port de gants, lunettes, tablier de soudeur, harnais avec longe et stop chute, etc..) et mentionné au PPSPS. Leur utilisation est réservée strictement aux personnels habilités par l'employeur.

Prévention des risques de maladies professionnelles :

Le choix des modes opératoires et des outils ou engins devra tendre à éliminer les nuisances telles que bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques.

En cas d'impossibilité, les Entreprises devront mettre en œuvre des dispositions réduisant les risques à la source (dispositifs insonorisant, anti vibratiles, filtrants ...).

Chaque entreprise devant utiliser des produits dangereux devra impérativement annexer à son PPSPS, les fiches de données sécurité (F.D.S) et mettre en œuvre les mesures de protection précisées sur ces fiches.

Règles de mise en œuvres des appareils lasers :

Les appareils ne doivent pas être installés à une hauteur susceptible d'atteindre les yeux.

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

Les travaux à proximité des réseaux électriques feront l'objet du strict respect de la Norme **UTE C 18.510** et du **titre 12** du **Décret du 8.1.65** en ce qui concerne les modes opératoires et les habilitations des travailleurs.

Les travaux à proximité des autres réseaux (Eau, Assainissement, Télécom, etc.) se feront avec le respect des consignes de SÉCURITÉ imposées par les concessionnaires.

La découverte de réseau non identifié doit être immédiatement signalé. Toute activité à proximité sera suspendue jusqu'à l'autorisation du Maître d'œuvre. En cas de suspicion présence de MCA(canalisation en Fibrociment ou autres), l'entreprise en informera le le Maître d'œuvre et le CSPS immédiatement.

Utilisation du téléphone portable

Afin de limiter les risques liés à l'inattention, l'usage du téléphone portable est limité à la base vie. Toute communication sur le lieu d'intervention ou lors des déplacements (piéton ou à véhicule) est interdit.

En cas de réception d'un appel à caractère urgent, écourter la communication, quitter son poste de travail, rappeler son interlocuteur depuis la base vie.

Autorité du Coordonnateur SPS

Lorsqu'il est constaté sur le chantier :

- un manquement à une obligation de sécurité,
- une situation susceptible de générer des risques vis à vis des travailleurs,
- qu'une personne non autorisée est présente sur le chantier,

Le Coordonnateur de Sécurité est autorisé à suspendre tout ou partie des activités en cours et invite le Maître d'Œuvre à prendre les mesures nécessaires pour que cesse cet état de fait. En cas de désaccord avec les entreprises, le Maître d'Ouvrage définira les mesures compensatoires retenues.

4. Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

4.1. Situation des travaux avec les principales activités sensibles

Le maître d'ouvrage met à disposition de l'entreprise 4 places de stationnement pour les besoins du chantier.

Un plan de circulation actualisé en fonction de l'occupation du site par les différentes interventions sera communiqué au personnel de l'établissement.

L'acheminement de matériel à pied d'œuvre se fera en dehors des horaires de la préfecture. (Hors levage extérieur).

4.2. Prescriptions particulières en période cyclonique

La durée des travaux implique une exposition des travailleurs et des installations aux conditions cycloniques.

Les alertes cycloniques sont annoncées par voies de presse, radio et sur le site internet de Météo France

Les dispositions à prendre en cas d'alerte orange ou rouge sont décrites sur le site.

Lorsque des menaces se font sentir ; il y a 4 phases :

Pré-alerte cyclonique : Menace potentielle dans les jours à venir (au-delà de 24 heures)
Tenez-vous informé. Suivez les prévisions météorologiques et les bulletins d'information. N'entreprenez pas de longues randonnées en montagne, ni de sorties en mer. Vérifiez vos réserves (conserves, eau, piles pour radio et lampes, médicaments,...). Si vous êtes insuffisant rénal ou respiratoire, rapprochez-vous sans délai de votre établissement de santé habituel. Ne vous approchez pas du rivage en cas de forte houle. Assurez-vous de connaître l'adresse et le téléphone du centre d'hébergement le plus proche de votre domicile. Notez les numéros de téléphones utiles : SAMU 15, Pompiers 18, Police et Gendarmerie 17, les répondeurs de météo-France 3250.

L'Entreprise prend les dispositions nécessaires (protections provisoires des ouvrages en cours et informations aux responsables).

Alerte Orange : Danger dans les 24 heures. Tenez-vous informé.

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

Tous les établissements scolaires et les crèches ferment, mais l'activité économique continue. Rentrez les objets que le vent peut emporter. Rentrez vos animaux. Protégez vos portes et fenêtres (volets, planches..) . Vérifiez vos réserves (conserves, eau, piles, médicaments). Vérifiez l'adresse et le téléphone du centre d'hébergement le plus proche. Préparez une évacuation éventuelle.

L'Entreprise vérifie que toutes les protections ont été prises sur les ouvrages en cours et assure la fixation des moyens de levage si nécessaire, des matériaux et autres matériels.

Alerte Rouge : Danger imminent.

Tenez vous informé. Le passage en alerte rouge est annoncé avec un préavis de 3 heures. Profitez de ce préavis pour rejoindre votre domicile ou vous mettre à l'abri. Passé ce délai **NE SORTEZ EN AUCUN CAS**. Ne téléphoner qu'en cas d'absolu nécessité. **RESTEZ INFORME. RESTEZ CALME NE PANIQUEZ PAS**. Attendez la levée de l'alerte rouge pour sortir et ne prenez votre véhicule que si le réseau routier est annoncé praticable. « Dès le passage en alerte rouge l'Entreprise renvoie son personnel à son domicile »

Phase de sauvegarde : La menace cyclonique est écartée mais il reste des dangers. Tenez vous informé. Ne franchissez pas les radiers submergés ou les ravines en crue. Tous les établissements scolaires et les crèches restent fermés, mais l'activité économique peut reprendre. Ne touchez pas les fils électriques tombés à terre. N'encombrez pas les lignes téléphoniques. Ne gênez pas les équipes de secours. Attention à la qualité de l'eau que vous buvez. Préférez l'eau en bouteille, ou traitez l'eau de robinet si vous devez boire. Assurez vous que la circulation est autorisée et ne prenez votre véhicule qu'en cas de nécessité.

5. Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

5.1. Opérations de construction

5.1.1. *Cantonnements*

La base vie du chantier (bureaux, vestiaires, sanitaires, y compris fournitures consommables et nettoyages) sera installer par l'entreprise mandataire pour toute la durée du chantier

Chaque entreprise fournira la liste du personnel employé sur le chantier afin de pouvoir établir les besoins d'installations de chantier (bungalow, vestiaire et réfectoire pour son personnel).

Mise en place d'un cantonnement pendant la phase de préparation

Cette installation devra être autonome par rapport aux besoins en eau, évacuation, électricité et être maintenue en bon état.

Prévoir les équipements permettant un maintien de l'hygiène des personnes intervenantes suivant les conditions (douches, eau chaude ...) et permettant l'éclairage des locaux et les possibilités de chauffer les repas, des laves bottes seront mis en place en nombre suffisant à l'endroit des entrées des bungalows.

Mise en place des sanitaires et douches en nombre suffisant suivant l'Art. R.4328-8 à 10 du Code du travail et réservation d'une zone pour extension si nécessaire. Les sanitaires comprendront au minimum 1 lavabo pour 10 avec eau potable pour la boisson et la toilette Art.4328-7 du code du travail.

Les lavabos seront équipés de sèche main électriques ou serviette dévidoir en tissu, de savon liquide.

Les WC seront équipés de papier hygiénique, d'un point d'eau, d'une balayette de nettoyage. Les sanitaires seront nettoyés tous les jours.

Mise en place de réfectoires pour l'ensemble des intervenants dans la zone base vie équipée de tables, de chaises en nombre suffisants, d'un point de réchauffage (micro-onde, d'un réfrigérateur, d'une climatisation).

Mise en place de vestiaires équipés d'armoires doubles compartiments fermant à clé Art.R.4328-6 du code du travail

Mise à disposition des consommables dans les différents locaux sanitaires, vestiaires, douches en nombre suffisant et à renouvellement périodique.

5.1.2. Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation des travailleurs

Exemple de fiche de renseignement à tenir à disposition sur le chantier

En cas d'accident

Appeler le sauveteur-secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18 **112** **15**
Pompiers Centre d'appels secours Samu

« ET DITES »

1 Ici chantier
À (commune ou arrondissement)
N° Rue
en face de
téléphone

2 Précisez la nature de l'accident...
(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)
... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)
... et s'il y a nécessité de dégagement.

3 Signalez le nombre de blessés et leur état
Par exemple : trois ouvriers blessés dont un soigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste
Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS-SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant **leurs noms** doit être affichée sur le chantier.
Les sauveteurs-secouristes du travail sont reconnaissables au logo

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

5.1.3. Services d'urgence et de prévention

Gendarmerie: 17

Samu: 15

Pompier:18

Ou 112 depuis un GSM

CHU de Terre sainte : 0262 25 03 72

Inspection du Travail DIECCTE:

45 rue Marius et Ary Leblond 97410 St Pierre ou 0262 940717

CGSS – Prévention des risques:

4 ruelle du Dancing – 97490 Ste Clotilde - 0262 90 47 00

6. Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

6.1. Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Tous les entrepreneurs, y compris les indépendants, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants:

- Entrepreneur titulaire d'un contrat signé par le Maître d'Ouvrage : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre dans une opération de bâtiment.

Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant le début des travaux.

Le PPSPS est établi en fonction :

- des contraintes propres à l'opération
- des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en œuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS peut évidemment être modifié ou complété par des additifs.

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.

Toutes les entreprises devront diffuser leur PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de leurs travaux. (sur support informatique et papier)

L'entreprise chargée du Génie Civil et/ ou de travaux à risques particuliers diffusera, en plus, son PPSPS à :

- l'Inspection du Travail.
- la CGSS.

Le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs (ou laissera en consultation sur le chantier) un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.

6.2. Documents liés à la sécurité et à l'organisation du chantier :

- Le Plan Général de Coordination SPS du Maître de l'ouvrage et ses annexes dûment complétés: liste du personnel intervenant sur Site, habilitations de conduite du personnel (CACES), liste du matériel avec les PV de contrôle réglementaire, la formation du personnel à la sécurité (fiche de formation signée par le personnel intervenant sur le Site);
- S'il y a lieu, le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) montrant que l'Entrepreneur aura bien pris en compte les difficultés particulières liées au Site;
- Les plans de fonctionnement (installations de chantier, raccordements aux réseaux existants, signalisation et balisage général du chantier, plan de circulation, zones de stockage, de mise en dépôt et de reprise des matériels et matériaux);
- Les fiches d'accueil propres au chantier pour l'ensemble du personnel intervenant (annexe au PPSPS);
- Les autorisations de conduite délivrées par l'employeur pour les conducteurs d'engins (annexe au PPSPS);
- Les V.G.P. (Vérification Générale Périodique) des engins (annexe au PPSPS);

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

- Tous les certificats de contrôles, procès-verbaux de visites et d'épreuves, ainsi que tous les rapports de vérifications des installations et équipements précisés en annexes.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Annexes

Proposition de PIC



PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

Tableaux des intervenants

<u>Maîtrise d'ouvrage</u> :	J.Expédit JAMS	0262 407777 / 0692 779740 jean-expedit.jams@reunion.gouv.fr
	Vanessa BÉNARD	0262 407663 vanessa.benard@reunion.gouv.fr
<u>Maîtrise d'oeuvre</u> :	Maxime QUERE	maxime.quere@artelia.group.com
	Moïse GALLERAND	moise.gallerand@artelia-group.com

Bureau d'étude :

<u>CSPS</u>	Olivier VERNIS	0692 285054 olivier.vernis@asscoop.re
--------------------	----------------	---

Obligations des intervenants

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

Obligations du Maître d'Ouvrage		Référence Code du Travail	
		Article L	Article R
Obligations de faire	Appliquer les principes généraux de prévention	L.4531-1	R.4532-2
	Déclarer les opérations de niveau I et II	L.4531-2	R.4532-2
	Désigner le coordonnateur compétent, doté de l'autorité et des moyens nécessaires à sa mission	L.4532-3 L.4532-4 L.4532-5	R. 4532-4 R. 4532-5 R. 4532-6 R. 4532-22
	Réaliser les VRD préalables pour les opérations de bâtiment > à 760 000 €		R. 4533-1
	Organiser les rapports entre maître d'oeuvre, entreprises et coordonnateur	L.4532-5	R.4532-22 R. 4532-6 R. 4532-40 R. 4532-8 R. 4532-7
	Conserver le PGCSPS et le plan général simplifié pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage		R. 4532-51
	Constituer le CISSCT	L.4532-10 L.4532-11	R. 4532-77 à R. 4532-94
	Conserver et transmettre le DIUO	L.4532-16	R. 4532-97
	Se concerter avec les autres maîtres d'ouvrage en cas de pluralité d'opérations, avec risque d'interférence	L.4531-3	
Obligations de faire faire	Veiller à la mise en application des principes généraux de prévention	L.4531-1	R. 4532-11
	Faire établir le PGCSPS ou le plan général simplifié par le coordonnateur	L.4532-8	R. 4532-42 à R. 4532-54
	Faire ouvrir le registre-journal de la coordination par le coordonnateur		R. 4532-12
	Faire constituer le DIUO par le coordonnateur	L.4532-16	R. 4532-95 à R. 4532-98

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

Obligations du Coordonnateur SPS	Référence Code du Travail	
	Article L	Article R
Etre expérimenté et compétent		R. 4532-17 à R. 4532-29 R. 4532-30 R. 4532-37
Ouvrir et compléter le registre-journal de la coordination		R. 4532-38
Appliquer les principes généraux de prévention	L.4531-1	R. 4532-11
Participer aux réunions organisées notamment par le maître d'ouvrage Arrêter les mesures générales de concertation avec le maîtres d'oeuvre	L.4532-3	R.4532-6 R.4532-8
Elaborer et tenir à jour le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) (opérations de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} catégories)	L.4532-8	R. 4532-12 R. 4532-45 à R. 4532-47
Harmoniser les PPSPS dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)		R. 4532-48
Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, appareils de levage, accès provisoires Assurer le passage des consignes avec le coordonnateur de réalisation		R. 4532-12
Organiser la coordination entre les différentes entreprises Constituer et compléter, éventuellement, le DIUO Tenir compte des interférences sur le site Procéder aux visites du chantier avec les entreprises Elaborer le projet de règlement CISSCT		R. 4532-13
Présider le CISSCT Faire adopter le règlement du CISSCT		R. 4532-15 R. 4532-92
Conserver le RJC pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage		R. 4532-41
Établir et tenir à jour un plan général simplifié <ul style="list-style-type: none"> • lorsque l'opération comporte des travaux à risques • particuliers (opérations de 3^{ème} catégorie) 		R. 4532-52 à R. 4532-54

PGC Ind 00 - Installation d'une centrale PV sur le site de la messagerie

Obligations du Maître d'Œuvre	Référence Code du Travail	
	Article L	Article R
Appliquer les principes généraux de prévention	L.4531-1	
Participer aux travaux du CISSCT	L. 4532-11 à L. 4532-15	R.4532-78 à R.4532-94
Appliquer les règles fixées aux articles L.235-1 (dernier alinéa), L. 235-2, L.235-4, L.235-5, L.235-6, L.235-7, L.235-10, L.235-11, L. 235-12 et L.235-15, pour les opérations conduites dans les communes ou groupements de communes de moins de 5 000 habitants	L. 4532-2	
Coopérer avec le coordonnateur pendant la phase de conception et de réalisation en l'associant aux réunions et lui transmettant ses études	L. 4532-5 L. 4532-6	R. 4532-6 à R. 4532-8 R. 4532-14 à R. 4532-15
Viser les observations du coordonnateur portées au registre-journal de la coordination et lui répondre le cas échéant	L.4532-8	R. 4532-40
Arrêter les mesures générales en concertation avec le coordonnateur SPS		R. 4532-44 à R. 4532-46

Obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant	Référence Code du Travail	
	Article L	Article R
Respecter et appliquer les principes généraux de prévention	L. 4121-1 à L. 4121-5 L. 4531-1	
Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes officiels (IT, CRAM et OPPBTP), au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage	L. 4532-9	R.4532-56 à R. 4532-74
Participer et laisser participer les salariés au CISSCT	L.4532-10 L.4532-15	R.4532-77 à R. 4532-94
Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ou du plan général simplifié Respecter les obligations issues du livre II du Code du travail, notamment les grands décrets techniques (8 janvier 1965 etc.)	L.4532-1 à L. 4532-9 L. 4532-10 à L. 4532-15	4 ^{ème} partie du code du travail dont : R. 4323-58 à R. 4323-90 R. 4534-1 à R. 4534-156 R. 4535-1 à R. 4535-5
Viser le registre-journal de la coordination et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur	L.4532-8	R. 4532-38